

(N° 291)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 JUIN 1924.

Proposition de loi visant la constitution d'une Caisse de retraite, d'assurance-vie et d'assistance au Département des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles fixe les conditions dans lesquelles les fonctionnaires de l'État peuvent obtenir leur retraite et prévoit la création de Caisses de veuves et orphelins destinées à procurer, sur les fonds versés par les affiliés, des pensions viagères aux veuves et des allocations temporaires aux orphelins mineurs.

Certaines dispositions de cette loi ont fait l'objet de critiques souvent répétées, mais qui n'ont pas trouvé leur écho auprès du Gouvernement. Conçue et promulguée à une époque où la plupart des questions d'ordre social touchant les conditions du contrat d'emploi n'étaient pas encore formulées avec toute la précision nécessaire, la loi de 1844 a réglé le problème des pensions dans un sens qui ne répond pas et n'a jamais répondu aux aspirations légitimes de la classe des fonctionnaires et employés. Aussi ceux-ci envisagent-ils avec confiance le redressement des dispositions désavantageuses de la législation en vigueur.

Et d'abord, la loi de 1844 ne reconnaît au personnel aucun droit à la pension de retraite et, en dehors des cas formellement prévus, ceux notamment des agents devenus incapables à la suite d'accidents en service ou d'infirmités dues au service, les agents sont, en somme dans l'incertitude au sujet de la situation qui leur sera faite lorsqu'ils seront arrivés à la fin de leur carrière; la loi, en effet, comporte simplement la faculté pour le Gouvernement d'octroyer une pension de retraite à ceux qui ne sont plus à même d'exercer leurs fonctions.

On comprend que les intéressés tiennent à avoir des garanties pour l'avenir. Si l'on considère l'attribution d'une pension de retraite comme le couronnement de la carrière administrative, on peut aussi l'envisager comme l'un des avantages compris dans le contrat d'emploi. L'État, d'ailleurs, ne se fait pas faute d'invoquer cet avantage en même temps que celui de la stabilité de l'emploi chaque

fois qu'il s'agit de mettre en parallèle la situation de ses collaborateurs avec celle des agents des entreprises privées; il reconnaît ainsi qu'il doit à ses agents, outre le traitement payé au cours de la carrière, une allocation dont le règlement est différé jusqu'à l'âge qu'il a fixé lui-même pour la retraite. Le personnel estime que l'attribution de ce reliquat doit être réglée de façon formelle, et pour cela il faut que le droit à la pension lui soit reconnu par la loi.

Une autre considération relative à l'accès des fonctionnaires et employés à la pension de retraite, est celle relative à l'âge qu'il convient de fixer pour le règlement des titres des intéressés. La loi de 1844 fixe cet âge à 65 ans révolus. Cette limite est trop élevée. En effet, relativement peu d'agents atteignent encore l'âge de 65 ans. Cela s'explique par les conditions matérielles et morales dans lesquelles se passe la vie moderne. Et cependant, si le droit au repos est reconnu, il convient que ceux qui ont consacré le meilleur de leurs forces à la chose publique soient mis à même d'en jouir à une époque où ils n'auront pas perdu toute leur vigueur ni leur énergie.

La limite d'âge pour l'utilisation des fonctionnaires et employés devrait donc être fixée à 60 ans au maximum et la faculté devrait être laissée à ceux qui estimeraient pouvoir quitter plus tôt le service, de faire valoir leurs titres à partir de 50 ans.

On a prétendu que l'intérêt de l'État exige le maintien en service de ses fonctionnaires bien au delà de l'âge de 60 ans, parce que leur expérience des affaires administratives doit être mise à profit. On peut contester l'exactitude de la thèse, car il n'est pas du tout certain qu'il y ait avantage pour les administrations à maintenir en service des éléments dont le meilleur rendement a pris fin, plutôt que de s'assurer le concours de collaborateurs jeunes et actifs dont la rémunération n'a pas encore atteint un niveau trop élevé et dont les facultés ne demandent qu'à être mises à l'épreuve. De façon générale, on peut dire, qu'à l'exception de quelques unités de premier plan que l'État pourrait avoir intérêt à garder en service au delà d'un âge déterminé et dont le choix s'imposera par les circonstances mêmes, l'État aura tout à gagner, au point de vue matériel et au point de vue moral, à favoriser la retraite, même volontaire, des agents qui, après un terme de service dont la durée serait à déterminer, exprimeront le désir de quitter le service.

* * *

La loi de 1844 a aussi institué les Caisses des Veuves et Orphelins et tracé les principes de leur fonctionnement. Une première remarque qui s'impose, c'est que ces institutions sont, à une seule exception près, régies d'après des méthodes empiriques qui ne donnent nullement la garantie que la Caisse pourra en tout temps faire face à tous ses engagements; cette incertitude qui pèse de façon constante sur la gestion financière engendre un système arbitraire de retenues : les pourcentages des contributions diffèrent d'une Caisse à l'autre, celle-ci prélève les trois premiers mois de toute augmentation de traitement, celle-là se contente des deux premiers mois; ici il y a une retenue permanente sur le traitement des agents mariés, ailleurs cette retenue n'est que temporaire. On cherche à se créer des ressources suivant le hasard des circonstances.

Le système des tontines doit, d'ailleurs, conduire à des surprises, faute de base mathématique; et les retenues, fixées de façon arbitraire, seront ou trop élevées ou insuffisantes pour parer aux nécessités futures; dans le premier cas, on dira que la Caisse prospère, mais les mesures de faveur que la situation permettra de prendre pourront très bien ne pas bénéficier à ceux qui l'auront provoquée; dans le cas contraire, le déficit devra être comblé par des affiliés qui n'auront aucune responsabilité aux causes de ce déficit.

D'autre part, les affiliés des Caisses des Veuves et Orphelins font, obligatoirement, leurs versements à capital abandonné, alors que dans la conception actuelle des organismes de capitalisation ils devraient pouvoir, s'ils le désirent, récupérer les fonds versés. Enfin, les agents célibataires, les veufs sans enfants, les agents féminins, font des versements dont ils ne sont pas certain de recueillir le moindre avantage et, dans bien des cas, la pension de veuve est fixée à un montant qui ne présente aucun rapport avec les contributions versées par l'affilié défunt.

La Caisse des Veuves et Orphelins du Département des Chemins de fer se trouve dans une situation particulièrement critique; le déficit y existe depuis plusieurs années et il atteignait, au 31 décembre 1913, date du dernier bilan publié, la somme de 25,500,000 francs. Quelle doit être la situation actuelle après la débacle des fonds publics que la Caisse a été obligée, en vertu de la loi de 1844, d'acquérir pour la constitution de son avoir social. La cause initiale de cette situation réside, à n'en pas douter, dans le fait de l'insuffisance manifeste des rentrées antérieures, d'où la nécessité d'affecter au service des pensions en cours non seulement la totalité des versements des affiliés, mais même l'intérêt des fonds placés.

Peut-être la Caisse reprendra-t-elle un semblant d'équilibre depuis que le relèvement des traitements lui assure des contributions plus élevées, mais il convient de remarquer que, si elle n'a eu jusqu'à présent à supporter aucune charge du fait de l'augmentation des pensions, il n'en sera plus ainsi lorsque la loi du 3 juin 1920 aura cessé d'être d'application et que l'ancien maximum de 4,000 francs, aura été aboli au même titre que pour les caisses des autres départements.

* *

Ces considérations nous ont engagé à soumettre à vos délibérations la présente proposition de loi visant la constitution d'une Caisse de Retraite d'Assurance-Vie et Assistance au Département des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

Dans le système préconisé, les affiliés subissent une retenue fixée au taux uniforme de 6 %, lequel correspond sensiblement au taux moyen des retenues appliquées sur une carrière d'agent marié; l'État, de son côté, au lieu de payer la pension lorsque l'utilisation de l'agent a pris fin, s'acquitte de son obligation en effectuant des versements équivalents et concourt ainsi à constituer le Fonds de Retraite. La charge qu'il s'impose est loin de dépasser celle qu'il assume actuellement pour le Service des Pensions de Retraites; celles-ci représentent, en effet, une quotité de 6 à 7 % environ des traitements d'activité et il y aura lieu aussi de déduire de cette charge celle que représentera l'attribution au personnel de l'État de la pension de vieillesse de 720 francs.

La proposition consacre le droit du personnel à l'obtention de la pension à partir de l'âge de 50 ans et prévoit le remboursement, dans tous les cas, des sommes versées par les affiliés; ses bases sont mathématiques et chacun des participants recueille des avantages dans la proportion exacte de ses contributions.

L'État est constitué trésorier de la Caisse en vue d'éviter les pertes qui peuvent résulter de la dépréciation du portefeuille.

Un fonds de compensation est annexé à la Caisse en vue de pourvoir aux besoins des agents atteints d'invalidité et des orphelins mineurs ou infirmes; son action, basée sur la coopération de l'ensemble du personnel, constituera une œuvre de solidarité et d'entr'aide.

PHILIP VAN ISACKER.

(Nr 291)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 JUNI 1924.

Wetsvoorstel tot instelling eener Kas voor pensioen, levensverzekering en hulpverlening bij het Departement van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafien.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wet van 21 Juli 1844 op de burgerlijke pensioenen bepaalt de voorwaarden waarin de Staatsambtenaren hun ouderdomspensioen kunnen bekomen en zij voorziet het oprichten van de weduwen- en weezenkassen bestemd om, op de door de aangeslotenen gestorte fondsen, lijfrenten te verstrekken aan de weduwen en tijdelijke tegemoetkomingen aan de minderjarige weezen.

Sommige bepalingen van deze wet waren het voorwerp van herhaalde kritiek, waaraan echter de Regeering doof bleef. Opgevat en afgekondigd in een tijd dat de meeste vraagpunten van sociaal belang rakende de voorwaarden van het arbeidscontract voor bedienden nog niet met alle noodige juistheid waren aangegeven, heeft de wet van 1844 het problema der pensioenen geregeld in een zin die niet beantwoordt en nooit beantwoord heeft aan de billijke verzuchtingen der ambtenaren en bedienden. Daarom zien dezen met vertrouwen de hervorming te gemoet van de nadeelige bepalingen der bestaande wetgeving.

Op de eerste plaats, kent de wet van 1844 aan het personeel geen recht toe op het ouderdomspensioen en, buiten uitdrukkelijk voorziene gevallen, inzonderheid die betreffende ambtenaren welke, ten gevolge van in dienst overkomen ongevallen of gebrekkigheden, ongeschikt zijn geworden, bevinden zich, over 't algemeen, de ambtenaren in de onzekerheid omtrent hun toestand wanneer zij op het einde van hun loopbaan zullen gekomen zijn; inderdaad, laat de wet de Regeering vrij een ouderdomspensioen te verleen en aan die niet meer in staat zijn hun ambt uit te oefenen.

Men begrijpt dat de belanghebbenden waarborgen wenschen voor de toekomst. Indien men het toekennen van een ouderdomspensioen als de bekroning aanziet van de bestuursloopbaan, mag men het ook aanzien als een der voordeelen begrepen is het arbeidscontract voor bedienden. Overigens, laat de Staat niet na

dit voordeel in te roepen, evenals dat van de vastheid der bediening, telkens er sprake van is den toestand zijner medewerkers te vergelijken met die der beampten van de privaattijverheid. Alzoo erkent hij aan zijne beampten, behalve hunne gewone jaarwedde, eene tegemoetkoming verchuldigd te zijn, waarvan de uitkeering wordt uitgesteld tot wanneer zij den leeftijd hebben bereikt, welken hij zelf voor hunne oppensioenstelling heeft vastgesteld. Het personeel is van gevoelen dat de uitkeering van deze tegemoetkoming op eene uitdrukkelijke wijze moet worden geregeld en daarom moet hem het recht op pensioen door de wet worden erkend.

Een andere beschouwing betreft den leeftijd waarop de ambtenaren en beampten hun ouderdomspensioen kunnen verkrijgen. De wet van 1844 stelt dien dien leeftijd vast op volle 65 jaar. Die leeftijdsgrens is overdreven. Inderdaad, slechts een betrekkelijk klein getal beampten bereiken nog den leeftijd van 65 jaar. Dit is het gevolg van de stoffelijke en zedelijke voorwaarden van het moderne leven. En nochtans, zoo het recht op de rust wordt erkend, is het voeglijk dat degenen die hun beste krachten voor de openbare zaak hebben veil gehad, in de gelegenheid worden gesteld om deze rust te genieten op een tijdstip dat zij nog een groot gedeelte van hunne krachten en vermogens bezitten.

De ouderdomsgrens voor de ambtenaren en beampten zou dus ten uiterste op 60 jarigen leeftijd moeten bepaald worden, en vrijheid zou moeten gelaten worden aan diegenen onder hen, welke zouden goetvinden den dienst vroeger te verlaten, hunne rechten te doen gelden vanaf den ouderdom van 50 jaar.

Men heeft beweerd dat het in het belang is van den Staat, zijne ambtenaren in dienst te bewaren boven den leeftijd van 60 jaar, omdat men moet zien profijt te trekken uit hunne ervaring in bestuurszaken opgedaan. Men kan de juistheid der stelling betwisten, want het is geenszins zeker dat de besturen er baat bij zullen vinden agenten in dienst te bewaren, wier beste rendeeringstijd voorbij is, liever dan zich de medewerking te verzekeren van jonge en ijverige krachten, wier bezoldiging nog niet te hoog is gestegen en die niet beter vragen den hun proeven te kunnen leveren. In 't algemeen, mag men zeggen dat, bij uitzondering van eenige eerste-rangskrachten welke de Staat zou wenschen in dienst te bewaren boven een bepaalden leeftijd en wier keus door de omstandigheden zelf wordt opgedrongen, zal de Staat er alles bij te winnen hebben, zoowel in zedelijk als in stoffelijk opzicht, het zelfs vrijwillig aftreden te bevorderen van de ambtenaren die, na een diensttermijn met bepaalden duur, den wensch uiten hun dienst te verlaten.

* * *

De wet van 1844 heeft ook de Weduwen- en Weezenkassen ingesteld en de beginselen vastgesteld van hunne werking. Een eerste bemerking welke zich opdringt is, dat die instellingen, op ééne uitzondering na, beheerd worden door niet wetenschappelijke methoden die geenszins den waarborg geven dat de Kas te allen tijde zijne verbintenis zal kunnen naleven; die onzekerheid, die gestadig op het financieel beheer drukt, heeft een willekeurig stelsel van afhoudingen tot

gevolg : de procenten der bijdragen verschillen van de eene Kas tot de andere; deze houdt de eerste drie maanden in van elke weddeverhooging, gene stelt zich tevreden met de eerste twee maanden; hier is het een bestendige afhouding van de jaarwedde der gehuwde beambten, elders is deze afhouding slechts tijdelijk. Men zoekt zich inkomsten te bezorgen volgens de omstandigheden zich voordoen.

Overigens, het stelsel der tontines moet tot verrassingen leiden, bij gebreke van wiskundige basis; en de op willekeurige wijze vastgestelde afhoudingen zullen ofwel te hoog of ontoereikend zijn om in de toekomstige behoeften te verhelpen. In het eerste geval, zal men zeggen dat de Kas in bloeienden toestand verkeert, doch de gunstmaatregelen welke de omstandigheden zullen toelaten te nemen, konden zeer wel niet ten goede komen aan die ze zullen uitgelokt hebben; in het tegenovergestelde geval, moet het tekort worden gedekt door aangeslotenen die in dit tekort geen de minste verantwoordelijkheid dragen.

Anderzijds, doen de aangeslotenen bij de Weduwen- en Weezenkassen verplichtenderwijs hunne stortingen met afgestaan kapitaal, wanneer met het huidig begrip der kapitalisatieinrichtingen zij, desgewenscht, de gestorte fondsen zouden moeten kunnen terugbekomen. Ten slotte, doen de ongehuwde beambten, de weduwnaars zonder kinderen, de vrouwelijke beambten stortingen waarvan zij niet zeker zijn eenig voordeel te kunnen halen en, in menige gevallen, wordt het weduwenpensioen vastgesteld op een cijfer dat in geene de minste verhouding staat tot de stortingen door den overleden aangeslotene gedaan.

De Weduwen- en Weezenkas van het Departement der Spoorwegen bevindt zich in een bijzonder critischen toestand; het tekort bestaat er sedert verscheidene jaren en bereikte, op 31 December 1913, datum der jongste balansrekening, de som van 25,500,000 frank. Welke moet dan wel de huidige toestand zijn na de ineensstorting van de Staatsfondsen welke de Kas, naar luid der wet van 1844, verplicht was aan te koopen voor het vestigen van haar sociaal vermogen! De aanleidende oorzaak van dezen toestand is, ongetwijfeld, de blijkbare ontoereikendheid der vroegere inningen, vandaar de noodzakelijkheid van aan de uitkeering der loopende pensioenen niet alleen het gezamenlijk beloop van de stortingen der aangeslotenen te besteden, maar zelfs den interest der belegde fondsen.

Wellicht, zal de Kas een schijn van evenwicht herkrijgen, sinds, door de verhooging der wedden, haar hoogere inkomsten worden verzekerd; men dient echter te bemerken dat, zoo zij — tot nog toe — geen last te dragen had wegens de verhooging der pensioenen, dit niet meer zal het geval zijn wanneer de wet van 3 Juni 1920 zal opgehouden hebben van kracht te zijn en dat het vroeger maximum van 4,000 frank zal afgeschaft zijn ten zelfden titel als voor de Kassen der overige Departementen.

* *

Die overwegingen hebben ons aangezet dit wetsvoorstel aan uwe beraadslagingen te onderwerpen, waarbij eene Kas wordt gevestigd voor Pensioen, Levensverzekering en Hulpverleening bij het Departement van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen.

Met het aangeprezen stelsel, zullen de aangeslotenen een afhouding ondergaan welke bepaald is op den eenvormigen rentevoet van 6 t. h., die nagenoeg overeenstemt met het gemiddeld beloop der afhoudingen toegepast op een loopbaan van gehuwd beambte; in plaats dat de Staat, van zijnentwege, het pensioen zou betalen wanneer de dienstverleening van den beambte een eind heeft genomen, kwijt hij zich van zijne verplichting met stortingen te doen van gelijk bedrag en helpt alzoo tot het stichten van het Pensioenfonds. De last welken hij zich oplegt blijft ruim beneden zijn huidige tussehenkomst voor de uitkeering der Ouderdomspensioenen; deze vertegenwoordigen, inderdaad, een hoegrootheid van 6 tot 7 t. h. nagenoeg van de activiteitswedden en het zal ook noodig zijn dezen last te verminderen met de som die zal noodig zijn om aan het Staatspersoneel de ouderdomsrente van 720 frank te betalen.

Het voorstel bevestigt het recht van het personeel voor het bekomen van het pensioen vanaf den leeftijd van 50 jaar en het voorziet de terugbetaling, in ieder geval, van de sommen door de aangeslotenen gestort; het steunt op wiskundige gegevens en elk der deelhebbers bekomt voordeelen in de juiste verhouding van zijne bijdragen.

De Staat wordt aangesteld als schatbewaarder van de Kas ten einde de verliezen te vermijden die uit de waardevermindering der portefeuille kunnen voortvloeien.

Aan de Kas wordt een Compensatiefonds toegevoegd ten einde te voorzien in de behoeften der ambtenaren door invaliditeit getroffen en der minderjarige of gebrekkige weezen. Daar het gegrond is op de samenwerking van gansch het personeel, zal het Fonds een werk van solidariteit en van onderling hulpbetoon uitmaken.

FILIP VAN ISACKER.

ANNEXE AU N° 291.

Proposition de loi visant la constitution d'une Caisse de retraite, d'assurance-vie et d'assistance au Département des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

ARTICLE PREMIER.

Il est institué au Département des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, pour le personnel des fonctionnaires et employés, une Caisse de retraite et d'assurance-vie, sous la garantie de l'État.

Elle comprend une Caisse principale et une Caisse de compensation.

Caisse principale.**ART. 2.**

La Caisse principale est alimentée par :

1° Des versements représentant une quotité du traitement des participants de 12 % et constitués comme suit :

- a) Un prélèvement de 6 % sur les traitements fixes.
- b) Une participation équivalente du Trésor public.

2° Une contribution complémentaire du Trésor public en faveur des affiliés mariés à raison de 3 % des traitements pour la période des dix premières années de mariage.

3° Les pensions et les capitaux qui n'auraient pu être payés aux ayants droit avant l'expiration du délai légal.

BIJLAGE VAN N° 291.

Wetsvoorstel tot instelling eener Kas voor pensioen, levensverzekering en hulpverlening bij het Departement van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen.

EERSTE ARTIKEL.

Bij het Departement van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen wordt, ten dienste van de ambtenaren en beambten, eene Kas ingesteld voor pensioen en levensverzekering, onder den waarborg van den Staat.

Zij omvat eene Hoofdkas en eene Compensatiekas.

Hoofdkas.**ART. 2.**

De Hoofdkas wordt gestijfd door :

1° Stortingen ten bedrage van 12 t. h. der jaarwedde van de deelhebbers, bestaande uit :

- a) Een afhouding van 6 t. h. van de vaste jaarwedden;
- b) Een bijdrage van gelijke waarde vanwege de Schatkist;

2° Een bijkomende bijdrage vanwege de Schatkist ten bate van de gehuwde aangeslotenen, beloopende 3 t. h. van de jaarwedden voor den termijn der eerste tien huwelijksjaren;

3° De pensioenen en de kapitalen die, vóór het verstrijken van den wettelijken termijn, aan de rechthebbenden niet konden uitbetaald worden;

4° Les intérêts bonifiés à la Caisse par le Trésor public. Ces intérêts ne seront pas inférieurs à 4 %. Le taux en sera fixé par Arrêté royal pour une période de dix années.

5° Des dons et legs.

ART. 3.

La Caisse principale comprend trois fonds, savoir :

a) Le Fonds d'épargne pour les employés célibataires et veufs sans enfants mineurs ;

b) Le Fonds d'assurance pour les employés mariés et pour les employés célibataires qui demandent leur affiliation à ce fonds.

c) Le Fonds de retraite pour les employés, leurs épouses et les veuves âgées de plus de 40 ans au moment du décès de leur époux.

ART. 4.

Le Fonds d'épargne est alimenté par les versements de l'affilié jusqu'à son mariage et par les versements de l'État.

L'avoir du compte d'un affilié au fonds d'épargne est constitué par les versements ci-dessus désignés et les intérêts.

Le mode de calcul des intérêts est réglé par arrêté royal.

L'affilié veuf, sans enfants mineurs, peut transférer l'avoir de son compte d'assurance au fonds d'épargne. Il en est de même de l'affilié qui a obtenu le divorce ou la séparation de corps.

4° De interesten door de Schatkist aan de Kas uitgekeerd. Deze interesten mogen niet lager zijn dan 4 t. h. De rentevoet er van wordt bij Koninklijk besluit bepaald voor een termijn van tien jaar ;

5° De giften en legaten.

ART. 3.

De Hoofdkas omvat drie fondsen, te weten :

a) Het Spaarfonds voor de ongehuwde beambten en voor de weduwnaars zonder minderjarige kinderen ;

b) Het Verzekeringsfonds voor de gehuwde beambten en voor de ongehuwde beambten die vragen bij dit fonds aangesloten te worden ;

c) Het Pensioenfonds voor de beambten, hunne echtgenooten en de weduwen die meer dan 40 jaar oud zijn bij het overlijden van hun man.

ART. 4.

Het Spaarfonds wordt gestijfd door de stortingen van den aangeslotene tot den dag van zijn huwelijk en door de bijdragen van den Staat.

Het vermogen van een aangeslotene bij het Spaarfonds wordt gevestigd door bovenvermelde stortingen en de interesten.

Een Koninklijk besluit regelt de wijze waarop de interesten berekend worden.

De aangesloten weduwnaar zonder minderjarige kinderen kan zijn verzekeringsvermogen op het Spaarfonds overdragen. Dit geldt eveneens voor den aangeslotene die de echtscheiding ofwel de scheiding van tafel en bed heeft bekomen.

ART. 5.

Le fonds d'assurance est alimenté comme suit :

Les versements de l'affilié, y compris le solde de sa participation au fonds d'épargne, sont faits à capital réservé en vue de la constitution de capitaux différés à l'âge de 60 ans.

Les versements de l'État sont destinés à faire bénéficier l'affilié d'une assurance mixte sur la vie, payable au décès ou à l'âge de 60 ans; les versements effectués en vertu de l'article 2, paragraphe 1, littéra B, constituent des primes constantes, ceux prévus au 2° constituent des primes uniques.

L'avoir du compte d'un affilié participant au fonds d'assurance est constitué par les valeurs de rachat des capitaux différés, des assurances mixtes et des versements réservés.

ART. 6.

Le Fonds de retraite est constitué par les capitaux à convertir en pension.

L'avoir du compte d'un affilié au fonds de retraite est constitué par la réserve mathématique de sa pension.

ART. 7.

En cas de sortie des cadres, les droits de l'affilié se règlent comme suit :

a) Si l'agent relève du fond d'épargne, il peut disposer de la moitié de l'avoir de son compte, l'autre moitié restant déposée en vue de lui constituer une pension à l'âge de 60 ans;

ART. 5.

Het Verzekeringsfonds wordt gestijfd als volgt :

De stortingen van den aangeslotene, met inbegrip van het saldo van zijn inleg in het Spaarfonds, geschieden met voorbehouden kapitaal tot vestiging van uitgestelde kapitalen op den leeftijd van 60 jaar.

De bijdragen van den Staat dienen om aan den aangeslotene een gemengde levensverzekering te verschaffen, uitkeerbaar bij overlijden of op den leeftijd van 60 jaar; de bijdragen, gestort krachtens artikel 2, § 1, littera b, zijn onveranderlijke premiën; die voorzien bij n° 2°, premiën in eens.

Het vermogen van een aangeslotene, tevens deelhebber in het Verzekeringsfonds, wordt gevestigd door de afkoopwaarden der uitgestelde kapitalen, der gemengde verzekeringen en der voorbehouden stortingen.

ART. 6.

Het Pensioenfonds wordt gevestigd door de in pensioen om te zetten kapitalen.

Het vermogen van een aangeslotene bij het Pensioenfonds wordt gevestigd door de wiskundige reserve van zijn pensioen.

ART. 7.

Indien hij uit de kaders treedt, worden de rechten van den aangeslotene geregeld als volgt :

a) Zoo de beambte is aangesloten bij het Spaarfonds, kan hij beschikken over de helft van zijn vermogen; de wederhelft blijft in het fonds om hem een pensioen op den leeftijd van 60 jaar te vestigen;

b) Si l'agent est affilié au fonds d'assurance, les versements réservés et les capitaux différés lui sont attribués à leur valeur de rachat; la valeur de rachat de l'assurance mixte est affectée comme prime unique à la constitution d'une nouvelle assurance mixte dont le produit sera converti en rente viagère sur la tête de l'intéressé lorsqu'il aura atteint l'âge de 60 ans, ou sera mis éventuellement à la disposition de ses héritiers, dans les conditions stipulées à l'article 14, s'il vient à décéder avant cet âge.

Toutefois, l'affilié qui compte vingt années de service et est âgé de 45 ans au moins, pourra, sur sa demande, continuer son affiliation à la Caisse suivant l'une des modalités suivantes :

1° Continuer ses versements et ceux de l'État qu'il prend à sa charge;

2° Continuer ses versements qui seront affectés, s'il est marié, au maintien de son assurance mixte, les versements effectués conservant leur précédente destination;

3° Cesser tout versement et transférer éventuellement l'avoir de son compte d'assurance au fonds d'épargne pour se créer une pension à 60 ans.

Art. 8.

Les allocations légales versées par l'État aux agents victimes d'accidents en service viendront en déduction pour la moitié au plus des avantages résultant des versements de l'État.

b) Zoo de beambte is aangesloten bij het Verzekeringsfonds, worden de voorbehouden stortingen en de uitgestelde kapitalen hem toegekend naar hunne afkoopwaarde; de afkoopwaarde der gemengde verzekering wordt als premie in eens bestemd tot vestiging eener nieuwe gemengde verzekering, welke opbrengst zal worden omgezet in een lijfrente op het hoofd van den belanghebbende, wanneer deze den leeftijd van 60 jaar bereikt, of eventueel ter beschikking worden gesteld van zijne erfge-rechtigden, op de wijzen bepaald bij artikel 14, indien hij vóór dezen leeftijd komt te overlijden.

De aangeslotene, die twintig jaren dienst telt en ten minste 45 jaar oud is, kan echter, op zijne aanvraag, bij de Kas aangesloten blijven naar een der volgende modaliteiten :

1° Zijne stortingen voortzetten, alsmede die van den Staat, welke hij te zijnen laste neemt;

2° Zijne stortingen voortzetten, welke, zoo hij gehuwd is, moeten dienen om zijne gemengde verzekering in stand te houden; de gedane stortingen behouden hun vorige bestemming;

3° Ophouden te storten en eventueel zijn verzekeringsvermogen overdragen op het Spaarfonds om zich een pensioen te vestigen op den leeftijd van 60 jaar.

Art. 8.

De wettelijke tegemoetkomingen, door den Staat gestort voor de beambten, slachtoffers van in dienst overkomen ongevallen, komen in mindering, ten hoogste voor de helft, van de voordeelen die het gevolg zijn van de Staatsbijdragen.

ART. 9.

Les périodes de service militaire rendus avant l'entrée à l'Administration, ainsi que les périodes pendant lesquelles les agents ont fonctionné comme sur-numéraires ou en qualité d'agents à l'essai, peuvent être comptées dans la carrière moyennant versement des cotisations d'usage sur le pied du traitement initial.

Les agents appelés sous les armes après leur entrée dans les cadres de l'Administration, conservent tous leurs droits à l'égard de la Caisse; le temps de service militaire leur sera compté pour autant qu'ils aient acquitté les contributions y afférentes sur le pied du dernier traitement, avec les intérêts de retard s'il y a lieu.

De même, les fonctionnaires et agents qui obtiendront des congés dans les conditions prévues par les règlements, continueront leur participation à la Caisse, moyennant le paiement des cotisations sur la base du dernier traitement d'activité avec les intérêts de retard s'il y a lieu.

Le cas échéant, les intéressés auront à parfaire les versements à raison des augmentations rétroactives de traitement qui leur seront attribuées du fait de la mise au point de leur situation administrative, lors de la reprise de leurs fonctions.

ART. 10.

Un arrêté royal réglera les modalités de régularisation des barèmes, les formalités à remplir et éventuellement les engagements à souscrire par les affiliés qui se trouvent dans l'un des cas visés aux articles 7 et 9.

ART. 9.

De militaire diensttijd van de betrokkenen voordat zij tot bestuursbeambten werden benoemd, alsmede de tijd, gedurende denwelken zij als boventallige beambten of als beambten op proef werkzaam waren, kunnen in aanmerking komen bij het berekenen der loopbaan, mits de gebruikelijke bijdragen worden gestort in verhouding tot de aanvangswedde.

De beambten die, na hunne benoeming in de bestuurskaders, onder de wapens geroepen worden, behouden al hunne rechten tegenover de Kas; de militaire diensttijd wordt hun in rekening gebracht in zoverre zij de daartoe behorende bijdragen betalen op den voet der laatste jaarwedde en, zoo noodig, met de achterstallige interesten.

De ambtenaren en beambten, die verlof bekomen op de wijzen als door de reglementen wordt bepaald, moeten eveneens voortgaan hunne storting in de Kas te doen op grond van de laatste jaarwedde van activiteit en, zoo noodig, met de achterstallige interesten.

Bij voorkomend geval, moeten de betrokkenen de storting aanvullen in verhouding tot de verhoogingen, welke hun, met terugwerkende kracht, worden toegekend wegens rectificatie van hun bestuurlijken toestand, bij het hernemen van hun ambt.

ART. 10.

Bij Koninklijk besluit worden bepaald de wijzen waarop de barema's in overeenstemming met de reglementen worden gebracht, de formaliteiten welke de aangeslotenen, die zich bevinden in een der gevallen voorzien bij de arti-

Art. 10^{bis}.

Il sera adressé un rappel, dans les trois mois, à tout affilié en retard de versement de sa cotisation; faute d'y satisfaire dans un délai de durée équivalente, l'avoir de sa participation au fonds d'assurance sera transféré au fonds d'épargne.

En cas de sortie des cadres de l'Administration, avant sa mise à la retraite, l'affilié perd tout droit aux allocations de fin d'exercice prévues par l'article 15 de la présente loi.

Art. 11.

Si le participant, âgé de moins de 60 ans, meurt avant sa mise à la retraite, laissant une veuve, des descendants ou des ascendants, les versements réservés et le montant des assurances sur la vie, ou le solde de son compte d'épargne, leur sont remis selon leurs droits.

Toutefois, si la veuve est âgée de 40 ans au moins, le montant des assurances sur la vie est versé au fonds de retraite de la Caisse et converti en pension sur sa tête. La Commission administrative peut en décider dans le même sens lorsque la veuve est âgée de moins de 40 ans.

Si l'affilié décédé laisse des enfants mineurs, la Commission administrative de la Caisse pourra leur donner la priorité sur les autres héritiers et décidera

kelen 7 en 9, moeten vervullen en, eventueel, de verbintenissen, welke zij moeten aangaan.

Art. 10^{bis}.

Een aanmaning wordt gestuurd, binnen drie maanden, aan de aangeslotenen die met het storten hunner bijdragen ten achteren zijn; wordt daaraan, binnen een gelijk tijdsverloop, niet voldaan, dan wordt hun vermogen in het Verzekeringsfonds naar het Spaarfonds overgedragen.

Verlaat de aangeslotene de kaders van het Bestuur, alvorens hij op pensioen wordt gesteld, dan verliest hij elk recht op den toeslag die, naar luid van artikel 15, op het einde van het dienstjaar kan worden verleend.

Art. 11.

Komt de deelhebber, minder dan 60 jaar oud, te sterven eer hij op pensioen wordt gesteld, en laat hij een weduwe, afstammelingen of bloedverwanten in de opgaande linie achter, dan worden de voorbehouden stortingen en het beloop der levensverzekeringen, of het saldo van zijn spaarvermogen, hun volgens rechten uitgekeerd.

Indien, echter, de weduwe ten minste 40 jaar oud is, wordt het beloop der levensverzekeringen gestort in het Pensioenfonds der Kas en omgezet in een pensioen op haar naam. Indien de weduwe minder dan 40 jaar oud is, kan de Bestuurscommissie eveneens daartoe beslissen.

Laat de overleden aangeslotene minderjarige kinderen achter, dan kan de Bestuurscommissie der Kas hun den voorrang geven op de overige erfgenamen

de l'emploi des fonds qui leur seront dévolus, indépendamment des allocations à provenir du fonds de compensation. S'il ne laisse ni veuve, ni descendants, ni ascendants, les autres héritiers ne peuvent prétendre qu'à la portion de l'avoir provenant des versements propres du défunt; celle provenant des versements de l'État est versée au fonds de compensation.

Dans les cas prévus ci-dessus, les sommes à liquider sont perçues au plus tard, un mois après la date de sortie des cadres de l'administration ou du décès de l'affilié. Passé ce délai, les intérêts sur ces sommes cessent de courir.

ART. 12.

La pension de retraite se règle de droit à 60 ans et tout prélèvement, pour compte de la Caisse, cesse à partir de ce moment. Le règlement de la pension se fait d'après le solde du compte d'épargne ou, si l'affilié relève du fonds d'assurance, d'après le montant des capitaux réservés, des capitaux différés et des assurances mixtes.

La pension de retraite peut être accordée avant 60 ans, en vertu d'une décision de l'autorité supérieure, la commission provinciale entendue. Il est fait alors d'après l'avoir du compte au fonds d'assurance ou d'épargne.

Ce règlement prématuré de la pension est accordé d'office à tout affilié âgé de 50 ans qui en fait la demande, s'il compte 25 années de service.

en het gebruik der hun toekomende gelden regelen, onverminderd de toeslagen uit het Compensatiefonds. Laat hij noch weduwe, noch afstammelingen, noch bloedverwanten in de opgaande linie achter, dan kunnen de overige erfgenamen slechts het gedeelte van het vermogen opeischen, dat uit de eigen storting van den overledene is ontstaan; het gedeelte van het vermogen, ontstaan uit de bijdragen van den Staat, wordt in het Compensatiefonds gestort.

In de bovengemelde gevallen worden de uit te keeren sommen geëind uiterlijk één maand nadat de aangeslotene uit de bestuurskaders is getreden of overleden is. Eens die termijn verstreken, houden de interesten van die sommen op verschuldigd te zijn.

ART. 12.

Het ouderdomspensioen wordt rechteus geregeld op den leeftijd van 60 jaar en van dit oogenblik af wordt er geene afhouding voor rekening der Kas meer gedaan. Het pensioen wordt uitgekeerd volgens het saldo der spaarrekening of, indien de aangeslotene tot het Verzekeringsfonds behoort, volgens het beloop der voorbehouden kapitalen, der uitgestelde kapitalen en der gemengde verzekeringen.

Het ouderdomspensioen kan vóór den leeftijd van 60 jaar worden verleend krachtens een beslissing van de Hooge Overheid, de Provinciale Commissie gehoord zijnde. Dan geschiedt dit naar het vermogen in het Verzekerings- of het Spaarfonds.

Deze vervroegde uitkeering van het pensioen wordt ambtshalve verleend aan ieder aangeslotene die zulks aanvraagt, mits hij den ouderdom van 50 jaar heeft bereikt en 25 jaar dienst heeft.

Suivant que l'état de santé du pensionné est considéré comme le motif inéluctable, accessoire ou prépondérant du règlement prématuré de sa pension, celle-ci sera déterminée respectivement par le barème spécial pour invalides, par le barème normal ou par leur moyenne. Cette qualification se fait conformément à l'article 18.

ART. 13.

Au jour de l'ouverture de la pension, l'affilié à la Caisse rentrera dans le montant des retenues faites sur son traitement, le reste des capitaux disponibles étant versé au fonds de retraite.

Si le pensionné est marié, le capital est affecté pour la totalité ou pour les trois quarts, selon qu'il en fait la demande, à une pension viagère sur deux têtes, réversible sur le dernier survivant; le quart restant est, le cas échéant, converti en une pension viagère sur la tête de l'affilié lui-même.

A condition de notifier expressément sa décision à ce moment, le participant pourra aussi adjoindre les retenues faites sur le traitement aux capitaux à convertir en pension.

La pension est payable par trimestre. Les ayants droit reçoivent le montant des arrérages échus au moment du décès.

Jusqu'à la sortie d'emploi de l'affilié, les pensions restent acquises à la Caisse. Toutefois, l'affilié, âgé de 60 ans, qui reste en service, touche, soit le montant des retenues effectuées sur son traitement, soit la pension correspondante, si ces retenues sont jointes aux

Naar gelang de gezondheidstoestand van den gepensionneerde wordt aangezien als zijnde de onvermijdelijke, bijkomende of overwegende reden der vervroegde uitkeering van zijn pensioen, wordt dit onderscheidenlijk berekend naar het bijzonder barema voor invaliden, naar het normaal barema of naar hun gemiddelde. Die toestand wordt bepaald overeenkomstig artikel 18.

ART. 13.

Op den dag dat het pensioen uitkeerbaar wordt, krijgt de aangeslotene bij de Kas het beloop terug van de sommen die van zijne jaarwedde werden afgehouden; het overblijvend gedeelte der beschikbare kapitalen wordt in het Pensioenfonds gestort.

Is de gepensionneerde gehuwd, dan wordt het kapitaal, voor het geheel of voor drie vierden, naar hij het aanvraagt, besteed voor een lijfrente op twee hoofden, terugvallend op den laatsten overlevende; het overblijvend vierde wordt, desgevallend, omgezet in een lijfrente op het hoofd van den aangeslotene zelf.

Mits hij, op dit oogenblik, uitdrukkelijk van zijn wil doet blijken, kan de deelhebber ook de van de jaarwedde gedane afhoudingen voegen bij de in pensioen om te zetten kapitalen.

Het pensioen is uitbetaalbaar per drie maanden. De rechthebbenden ontvangen het beloop der bij het overlijden verschuldigde achterstallen.

Zoolang de aangeslotene niet uit zijn bediening is getreden, blijven de pensioenen aan de Kas verworven. De aangeslotene, 60 jaar oud, die in dienst blijft, ontvangt echter ofwel het beloop der van zijne jaarwedde gedane afhoudingen, ofwel het overeenstem-

capitaux à convertir en pension conformément aux dispositions de l'alinéa 3 du présent article.

ART. 14.

Des barèmes d'application des présents statuts, dressés d'après les tables de mortalité de la Caisse d'épargne de l'État, seront établis par arrêté royal pour un terme de dix années au moins et sur un intérêt de 5 %. Ils pourront être révisés dans la suite par période nouvelle de dix années sur proposition de la Commission administrative de la Caisse, avec l'approbation du Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

Les pensions d'invalidité résultent d'un barème spécial qui sera dressé, à l'origine, d'après le barème des pensions majoré de 10 %.

La révision d'un barème entraîne, à partir de sa mise en vigueur, celle des assurances ou des pensions en cours qui en dépendent, sur la base de l'avoir du compte de chaque affilié au fonds d'assurance ou au fonds de retraite.

ART. 15.

Le bilan de la Caisse sera établi chaque année, en tenant compte notamment des réserves mathématiques représentatives des capitaux différés et réservés, des assurances mixte et des pensions en cours.

Si l'avoir de la Caisse dépasse les réserves mathématiques et laisse un solde bénéficiaire supérieur à 10 p. c. des réserves mathématiques des pensions

mend pensioen, indien die afhoudingen worden gevoegd bij de in pensioen om te zetten kapitalen, overeenkomstig de bepalingen van lid 3 van dit artikel.

ART. 14.

Barema's tot toepassing van deze statuten, opgemaakt volgens de sterfetafels der Spaarkas van den Staat, worden bij Koninklijk besluit vastgesteld voor een termijn van ten minste tien jaar en tegen een interest van 5 t. h. Zij kunnen nadien, om de tien jaar, worden herzien op voorstel van de Bestuurscommissie der Kas, met de goedkeuring van den Minister van Spoorwegen, Marine, Posterijen en Telegrafien.

De invaliditeitspensioenen worden bepaald naar een bijzonder barema dat, aanvankelijk, wordt opgemaakt volgens het met 10 t. h. verhoogd barema der pensioenen.

Zoodra een nieuw barema in werking treedt, moeten de daarmede verband houdende loopende verzekeringen of pensioenen worden herzien op grond van het vermogen van ieder aangeslotene bij het Verzekerings- of het Pensioenfonds.

ART. 15.

De balans van de Kas wordt ieder jaar opgemaakt, met inachtneming, namelijk, van de wiskundige reserves tot vertegenwoordiging der uitgestelde en voorbehouden kapitalen, der gemengde verzekeringen en der loopende pensioenen.

Indien het vermogen der Kas de wiskundige reserves overschrijdt en een batig saldo laat van meer dan 10 t. h. van de wiskundige reserves

en cours, les pensionnés, en vertu des articles 11 et 12 recevront une allocation de fin d'exercice égale à leur pension multipliée par le rapport, exprimé en centièmes entiers du solde bénéficiaire aux réserves mathématiques des pensions.

Toutefois, pendant les dix premiers exercices, l'excédent éventuel sera versé au fonds de compensation; l'allocation prévue ne pourra, dans la suite, dépasser 20 p. c.

Caisse de compensation.

ART. 16.

Une Caisse de secours est instituée en faveur des pensionnés pour invalidité restés sans emploi et de leurs veuves non remariées, ainsi que des orphelins mineurs. Son avoir est distinct de celui de la Caisse principale et est régi exclusivement par les dispositions suivantes :

Son but est de servir :

1° A ses bénéficiaires pensionnés et à leurs veuves, une allocation complémentaire de leur pension;

2° Aux orphelins mineurs, un secours annuel qui pourra être alloué jusqu'à l'âge de 18 ans;

3° Aux orphelins infirmes, une assistance permanente.

ART. 17.

Le fonds de compensation est alimenté par :

1° Un prélèvement de $\frac{1}{2}$ % sur le traitement des affiliés;

der loopende pensioenen, ontvangen de gepensioneerden, krachtens de artikelen 11 en 12, een tegemoetkoming voor einde van het jaar, gelijk aan hun pensioen vermenigvuldigd met de verhouding, uitgedrukt in geheele honderdsten, van het batig saldo tot de wiskundige reserves der pensioenen.

Gedurende de eerste tien jaren wordt echter het eventueel overschot in het Compensatiefonds gestort; de voorziene tegemoetkoming mag, in 't vervolg, niet 20 t. h. overschrijden.

Compensatiekas.

ART. 16.

Ten bate van de zonder bediening gebleven gepensioneerden wegens invaliditeit en van hunne niet hertrouwde weduwen, alsmede van de minderjarige weeskinderen wordt een Onderstandskas opgericht. Het vermogen van deze Kas is onderscheiden van dat der Hoofdkas en wordt uitsluitend door de volgende bepalingen beheerscht :

Haar doel is :

1° Aan hare gepensioneerde deelhebbers en aan hunne weduwen een aanvullenden bijslag op hun pensioen uit te keeren;

2° Aan de minderjarige weezen een jaarlijkschen onderstand te verleenen, die hun tot den leeftijd van 18 jaar kan verstrekt worden;

3° Aan de gebrekkigen een bestendige hulpverlening te verzekeren.

ART. 17.

Het Compensatiefonds wordt gestijfd door :

1° Een afhouding van $\frac{1}{2}$ t. h. van de jaarwedde der aangeslotenen;

2° Une allocation égale de l'État;

3° Les intérêts bonifiés par le Trésor public aux sommes réservées.

ART. 18.

Lors de la mise à la retraite d'un affilié pour cause d'invalidité, l'administration dont il relève examine avec le concours de la Commission provinciale des pensions, si l'état de santé de l'intéressé est le motif inéluctable, principal ou accessoire de sa sortie d'emploi. Il est fait rapport à la Commission administrative de la Caisse et l'intéressé est invité à faire connaître éventuellement à celle-ci ses prétentions. La Commission administrative qualifie définitivement le motif de la sortie d'emploi aux fins d'application des présentes dispositions.

Cette décision est revisable pour tout fait nouveau.

ART. 19.

Tous les trois mois, une allocation proportionnelle et limitée respectivement au complément de pension défini à l'article 20 ou à la moitié de ce complément, est octroyée aux pensionnés pour invalidité suivant que leur état de santé a été le motif inéluctable ou principal de leur sortie d'emploi.

Aucune allocation n'est accordée lorsque le motif a été jugé accessoire.

Il en est de même si l'état de santé de l'affilié pensionné s'étant rétabli, il trouve un nouvel emploi. Sur la demande de l'intéressé, la Commission administrative appréciera toutefois s'il

2° Eene even groote bijdrage van den Staat;

3° De interesten welke de Schatkist aan de voorbehouden sommen uitkeert.

ART. 18.

Wanneer een aangeslotene wegens invaliditeit op pensioen wordt gesteld, onderzoekt het Bestuur waarvan hij afhangt, te zamen met de Provinciale Pensioencommissie, of de gezondheidstoestand van den betrokkene de onvermijdelijke, hoofdzakelijke of bijkomende reden is van zijn aftreden. Aan de Bestuurscommissie van de Kas wordt verslag uitgebracht en de betrokkene wordt aangezocht aan deze, eventueel, zijne eischen te doen kennen. De Bestuurscommissie bepaalt onherroepelijk de reden van aftreding tot toepassing van de onderhavige bepalingen.

Deze beslissing kan voor elk nieuw feit worden herzien.

ART. 19.

Om de drie maanden wordt aan de gepensioneerden wegens invaliditeit, naar gelang hun gezondheidstoestand de onvermijdelijke of hoofdzakelijke reden van hun aftreden is geweest, een evenredige tegemoetkoming verleend, onderscheidenlijk beperkt tot den bij artikel 20 omschreven pensioenstoeslag of tot de helft daarvan.

Wanneer de reden werd geacht eene bijkomende reden te zijn, wordt geene tegemoetkoming verleend.

Dit geldt eveneens, indien, de gezondheidstoestand van den gepensioneerden aangeslotene hersteld zijnde, deze een nieuwe betrekking vindt. Op aanvraag van den belanghebbende, oordeelt ech-

y a lieu de maintenir partiellement son allocation ou de lui rendre ses droits à sa nouvelle sortie d'emploi.

Les agents victimes d'accidents de travail ne peuvent participer au fonds de compensation.

La veuve d'un pensionné pour invalidité, dont le mariage remonte à cinq années au moins avant sa sortie d'emploi, reçoit une allocation proportionnelle à la moitié du complément dont bénéficiait son époux. Dans le cas d'un second mariage, elle n'a plus droit à aucune allocation. Il en est de même en cas de divorce ou de séparation de corps prononcé contre elle.

ART. 20.

Le complément de pension visé par l'article 19 est égal au tiers de la différence entre les deux pensions annuelles hypothétiques suivantes :

1° La pension de retraite que l'affilié eût obtenue à 60 ans en continuant jusqu'à cet âge les versements interrompus et en convertissant sur sa tête l'entière des capitaux ainsi formés, non compris les retenues sur traitement réelles ou supposées ;

2° La pension qu'il eût reçue en convertissant l'entière des capitaux disponibles, lors de sa sortie d'emploi en une seule pension d'invalidité sur sa tête, non compris les retenues sur traitement.

ter de Bestuurscommissie of het behoort hem de tegemoetkoming gedeeltelijk te laten behouden ofwel hem, bij hernieuwd aftreden, zijne rechten terug te schenken.

De beambten, slachtoffers van arbeidsongevallen, kunnen in het Compensatiefonds geen deel hebben.

De weduwe van een gepensioneerde wegens invaliditeit, wier huwelijk plaats had ten minste vijf jaar vóór het aftreden van haar man, ontvangt eene tegemoetkoming geëvenredigd aan de helft van den bijslag, dien haar man genoot. In geval van een tweede huwelijk, heeft zij geen recht meer op eenige tegemoetkoming. Dit geldt eveneens in geval van tegen haar uitgesproken echtscheiding of scheiding van tafel en bed.

ART. 20.

De bij artikel 19 bedoelde pensioensbijslag is gelijk aan een derde van het verschil tusschen de volgende twee onderstelde jaarlijksche pensioenen :

1° Het ouderdomspensioen dat de aangeslotene op den leeftijd van 60 jaar zou verkregen hebben door, tot dien leeftijd, de stortingén zonder onderbreking voort te zetten en door op zijn hoofd het geheel bedrag der aldus gevormde kapitalen om te zetten, uitgesloten de afhoudingen van werkelijke of onderstelde wedden ;

2° Het pensioen dat hij zou verkregen hebben door, bij zijn aftreden, het geheel bedrag der beschikbare kapitalen om te zetten in een enkel invaliditeitspensioen op zijn hoofd, uitgesloten de afhoudingen van de wedde.

ART. 21.

Il est alloué sur le fonds de compensation, aux orphelins mineurs et aux orphelins infirmes d'agents défunts, un secours annuel dont le montant sera fixé par arrêté royal.

Exception faite pour les infirmes, cette allocation prend fin lorsque le bénéficiaire a atteint sa dix-huitième année.

ART. 22.

Sous réserve d'approbation ministérielle, la Commission administrative dispose, au mieux de l'intérêt général des affiliés, secours ou à secourir ultérieurement, des sommes disponibles.

Après constitution d'une réserve suffisante, la Commission administrative pourra proposer au Ministre de suspendre, ou de ne faire effectuer qu'une ou deux fois par an, les prélèvements prévus par l'article 17.

Administration de la Caisse.**ART. 23.**

La Caisse est régie par un Conseil d'administration composé de dix membres, nommés par arrêté royal, dont cinq sont désignés par le Ministre comme délégués des administrations, les cinq autres par le personnel affilié.

ART. 24.

Le président est nommé par le Roi parmi les délégués des administrations. Le Conseil choisit parmi ses membres un vice-président et un secrétaire; il peut aussi nommer un secrétaire adjoint sans voix délibérative.

ART. 21.

Uit het Compensatiefonds wordt aan de minderjarige weezen en aan de gebrekkige weezen van overleden ambtenaren een jaarlijksche onderstand verleend, waarvan het beloop bij Koninklijk besluit wordt bepaald.

Behalve wat de gebrekkigen betreft, vervalt die tegemoetkoming zoodra de verkrijger 18 jaar is geworden.

ART. 22.

Onder voorbehoud van de ministerieele goedkeuring, maakt de Bestuurscommissie van de beschikbare sommen een zoo voordeelig mogelijk gebruik ten bate van de thans ondersteunde of later te ondersteunen aangeslotenen.

Na eene voldoende reserve te hebben gevestigd, kan de Bestuurscommissie aan den Minister voorstellen de bij artikel 17 voorziene afhoudingen te schorsen of slechts een- of tweemaal per jaar te doen geschieden.

Beheer van de Kas.**ART. 23.**

De Kas wordt beheerd door een Beheerraad bestaande uit tien leden, bij Koninklijk besluit benoemd, waarvan vijf worden aangewezen door den Minister als afgevaardigden der besturen, en de vijf overigen door het aangesloten personeel.

ART. 24.

De voorzitter wordt benoemd door den Koning onder de afgevaardigden der besturen. De Raad kiest onder zijne leden een ondervoorzitter en een secretaris; hij kan ook een niet stemgerechtigd adjunct-secretaris benoemen.

ART. 25.

Le mandat de membre du Conseil a une durée de dix ans; il est gratuit et toujours révocable.

ART. 26.

La qualité de membre du Conseil se perd par la cessation des contributions à la Caisse, ou par la sortie de service de l'affilié; l'absence sans motif d'empêchement légitime d'un membre à quatre séances consécutives ou à dix séances dans le courant d'une année entraîne la déchéance de son mandat.

ART. 27.

Le Conseil se renouvelle par moitié tous les trois ans à raison d'un nombre égal de délégués des administrations et des affiliés; un tirage au sort déterminera le choix des membres composant la première série sortante.

ART. 28.

Les membres sortants peuvent être nommés de nouveau. Le membre nommé en remplacement d'un membre décédé, démissionnaire, révoqué ou cessant pour tout autre cause de faire partie du Conseil, achève le terme de celui qu'il remplace.

ART. 29.

Il pourra être nommé un ou plusieurs suppléants. Les dispositions des quatre articles précédents leurs sont applicables.

ART. 25.

De duur van het mandaat van Raadslid is tien jaar; aan dit mandaat is geene bezoldiging gehecht; het kan te allen tijde worden ingetrokken.

ART. 26.

Men verliest de hoedanigheid van Raadslid door het staken der bijdragen in de Kas of door het aftreden van den aangeslotene uit den dienst; bij niet gebillijkte afwezigheid van een lid op vier achtereenvolgende vergaderingen of op tien vergaderingen in den loop van een jaar, vervalt zijn mandaat.

ART. 27.

De Raad wordt, om de drie jaar, bij de helft vernieuwd naar verhouding van een gelijk getal afgevaardigden der besturen en der aangeslotenen; de leden, die tot de eerste uittredende reeks behooren, worden door het lot aangeduid.

ART. 28.

De uittredende leden kunnen opnieuw benoemd worden. Het lid, benoemd ter vervanging van een overleden, ontslagnemend, afgezet of om elke andere reden uit den Raad tredend lid, voleindigt diens mandaat.

ART. 29.

Er kunnen een of meer plaatsvervangers worden benoemd. De bepalingen der vier voorafgaande artikelen zijn op hen toepasselijk.

ART. 30.

Le Conseil se réunit au moins une fois par trimestre. Il peut être convoqué extraordinairement par le président.

ART. 31.

Le Conseil arrête son règlement d'ordre intérieur, celui-ci n'aura de force qu'après avoir été approuvé par le Ministre.

ART. 32.

Indépendamment des attributions spéciales résultant des présents statuts, le Conseil donne son avis sur toutes les affaires relatives à l'Administration de la Caisse qui lui sont soumises par le Ministre.

Il peut faire, au Ministre, sur tous les objets qui intéressent la Caisse, telles propositions qu'il juge utiles.

ART. 33.

Il est tenu pour l'administration de la Caisse :

1° Un livre matricule indiquant les noms, prénoms, âges, fonctions et domiciles des participants à la Caisse principale avec indication par mois du montant des prélèvements sur les traitements de ces participants;

2° Un tableau du mouvement trimestriel de la Caisse;

3° Un livre donnant toutes les indications relatives aux fonds d'épargne, d'assurance, de retraite et d'invalidité.

ART. 34.

Il est remis à chaque participant, un livre contenant le règlement de la Caisse

ART. 30.

De Raad vergadert ten minste eens om de drie maanden. Hij kan door den voorzitter in buitengewone vergadering worden bijeengeroepen.

ART. 31.

De Raad stelt zijn reglement van orde op, dat slechts van kracht wordt nadat het door den Minister is goedgekeurd.

ART. 32.

Onverminderd de bijzondere bevoegdheden, uit de onderhavige statuten voortvloeiende, geeft de Raad zijn advies in al de zaken betreffende het beheer der Kas, welke hem door den Minister worden onderworpen.

Voor al de zaken die de Kas betreffen, kan hij aan den Minister de voorstellen doen, welke hij oorbaar acht.

ART. 33.

Voor het beheer der Kas worden bijgehouden :

1° Een stamboek vermeldende den naam, de voornamen, den leeftijd, de bediening en de woonplaats van elken deelhebber in de Hoofdkas, met aanduiding, voor iedere maand, van het bedrag der afhoudingen van zijne wedde;

2° Een tabel aangevende den driemaandelijkschen staat der Kas;

3° Een boek vermeldende al de opgaven betreffende de spaar-, verzekerings-, pensioen- en invaliditeitsfondsen.

ART. 34.

Aan ieder deelhebber wordt een boekje overhandigd, behelzende het

ainsi que les barèmes d'application, et sur lequel est inscrit, chaque année, le résumé de son compte à fin d'exercice.

ART. 35.

Un compte des recettes et des dépenses sera dressé chaque année; il sera soumis à l'examen du Conseil et, sur le vu de ses observations, arrêté provisoirement par le Ministre.

Dans les six premiers mois de l'année, les comptes de l'année précédente seront adressés, avec les pièces justificatives, à la Cour des Comptes qui les examinera et arrêtera définitivement.

ART. 36.

Le compte des recettes et dépenses sera inséré au *Moniteur belge*.

ART. 37.

Des arrêtés royaux régleront tous les détails d'application des statuts de la Caisse.

reglement der Kas, alsmede de toepassingsbarema's, en waarin, bij het sluiten van ieder dienstjaar, het slotcijfer van zijn vermogen wordt ingeschreven.

ART. 35.

Ieder jaar wordt een rekening van de ontvangsten en uitgaven opgemaakt; deze wordt onderworpen aan het onderzoek van den Raad en, na diens aanmerkingen, voorloopig door den Minister afgesloten.

Binnen de eerste zes maanden van het jaar, worden de rekeningen van het vorige dienstjaar, te zamen met de bewijsstukken, overgemaakt aan het Rekenhof dat ze onderzoekt en onherroepelijk afsluit.

ART. 36.

De rekening der ontvangsten en uitgaven wordt in het « Staatsblad » bekendgemaakt.

ART. 37.

Al de bijzonderheden van toepassing der statuten van de Kas worden bij Koninklijk besluit geregeld.

PHILIP VAN ISACKER.

HENRI HEYMAN.

H. VERGELS.

RENÉ DEBRUYNE.

P. VAN SCHUYLENBERG.

S. WINANDY.